



L'Europe à 28 et plus

Du Pacte de Varsovie à l'Europe unie : l'échappée polonaise



Par Pierre Buhler¹
Henri-François d'Aguesseau 1982
Ambassadeur de France en Pologne

Au-delà des méandres de la politique intérieure – notamment de quelques errements populistes qui ne s'inscrivent cependant pas dans la durée – la Pologne est la grande success story de la vague d'adhésion des nouveaux membres de l'Union européenne. Pleinement acquise à la cause de l'intégration, elle est appelée à jouer un grand rôle dans l'avenir de la construction européenne.

4 juin 1989. 16 millions d'électeurs polonais se rendent aux urnes pour les premières élections « libres » de la Pologne populaire. En fait, elles ne sont que partiellement libres puisque, en vertu d'un accord patiemment négocié pendant « la table ronde » entre le pouvoir communiste et le chef de Solidarité, Lech Walesa, seules les élections au Sénat – une institution nouvellement créée – le sont. 35 % des députés peuvent être également élus librement, les 65 % restant étant réservés au parti communiste et à ses alliés.

Ces élections, dont Solidarité avait obtenu que la régularité soit assurée, sanctionnent la débâcle du pouvoir communiste : les candidats de Solidarité remportent dès le premier tour 92 des 100 sièges de sénateurs et 161 sièges de députés ouverts aux suffrages libres, avec des scores de 60 à 80 % des suffrages. Le roi est nu. L'illégitimité du régime est avérée. L'opposition pousse son avantage et revendique le poste de Premier ministre, qu'elle finit par obtenir ; Tadeusz Mazowiecki est nommé à la tête du gouvernement et entreprend le démontage méthodique du système mis en place par l'Union soviétique après 1945.

Alors qu'à 10 000 kilomètres de là, à Pékin, un autre régime, communiste lui aussi, écrase dans le sang la démocratie, la Pologne, éternelle insurgée, vient, ce 4 juin 1989, d'administrer une leçon de génie politique en infligeant au parti du général Jaruzelski un « échec et mat » sans appel. Tout le reste de la pelote constituée par Staline y passera, lorsque les Allemands de l'Est affluent en masse durant cet été 1989 en Hongrie, en République tchèque, en Pologne. L'hémorragie démographique emportera le régime de Berlin-Est, offrant ce symbole de la chute du mur de Berlin

au monde entier – qui continue de voir là, à tort, l'acte d'héroïsme qui a renversé le système en Europe de l'est. Prague, Sofia, Bucarest, les régimes tombent les uns après les autres, comme des fruits mûrs. L'Allemagne se réunifiera en 1990. Deux ans plus tard l'Union soviétique elle-même succombera à ce processus de décomposition.

Pour la Pologne comme pour les anciens « pays-frères », cette année 1989 est aussi le point de départ d'un nouveau chapitre chaotique, fait de tâtonnements, de soubresauts, d'avancées et de reculs, de crises économiques et d'instabilité politique. Elle connaîtra même un retour au pouvoir des héritiers du régime déchu, non plus par la coercition, la manipulation ou la fraude, mais à l'issue d'un affrontement libre et démocratique.

Chef de file des « nouveaux membres » de l'UE

Bien qu'agitée sur le plan politique, cette période a été celle durant laquelle la Pologne a posé les fondements de son entrée dans la modernité, de ce « saut civilisationnel », selon l'expression aujourd'hui prisée en Pologne. Elle a regagné sans tapage sa souveraineté, obtenant la dissolution du Pacte de Varsovie et le départ des troupes russes stationnées dans le pays, parachevé en 1993. Elle a obtenu dès 1990, par voie de traité, la consolidation de sa frontière avec l'Allemagne, puis avec tous ses autres voisins. Elle a mis en place un État de droit démocratique, garant de l'exercice des libertés publiques, accepté par toutes les forces politiques comme cadre institutionnel légitime de la lutte pour le pouvoir. Avec un appareil de production largement privatisé, la liberté des prix, une

1 - Cet article n'engage pas le ministère des affaires étrangères.



monnaie convertible, une fiscalité et un système bancaire modernes, la Pologne s'est alignée sur les normes mondiales et a créé les bases d'une croissance saine. La privatisation entreprise dans les premières années a donné l'occasion à tous les grands groupes français de poser leur marque en Pologne, mettant la France dans le groupe de tête des investissements directs, avec une vingtaine de milliards d'euros investis. Cette accession rapide de l'Europe centrale et orientale à la liberté et la souveraineté a initialement pris de court les Européens de l'Ouest, y compris la France, d'abord surprise par la réunification rapide de l'Allemagne. Le président François Mitterrand avait avancé l'idée d'une « confédération européenne », mais cette formule, qui excluait les États-Unis tout en incluant l'Union soviétique, est restée sans lendemain, d'autant plus qu'elle paraissait comme un succédané à l'accession à l'Union européenne.

Soucieuse de profiter de la faiblesse de la Russie, qui ne durerait certainement pas, la Pologne s'est alors érigée en pionnière de l'intégration dans les structures occidentales. Les démarches entreprises dès le milieu des années 1990 pour se rapprocher de l'Otan puis de l'Union européenne aboutissent en quelques années, puisque la Pologne est admise, avec la République tchèque et la Hongrie, dans l'Alliance atlantique dès 1999. Le prix à payer en est un rapprochement avec les États-Unis, dont la secrétaire d'État est alors

La Pologne développe l'instinct et le sens des responsabilités des États qui sont dans le groupe de tête de l'Union européenne

Madeleine Albright, d'origine tchèque. Mais sans doute peut-on également voir dans cet empressement le désir de rédemption des dirigeants qui avaient un passé au pouvoir dans la Pologne d'avant 1989.

Le groupe des « nouveaux membres » – dix – obtient également d'adhérer à l'Union européenne en 2004. La Pologne tend à se poser en chef de file de ceux-ci, et c'est elle qui s'était offusquée lorsque le président Chirac avait tancé ceux-ci en 2003, à la veille de l'intervention américaine en Iraq, en considérant qu'ils avaient « raté une occasion de se taire » – une remarque dont tous les Polonais considèrent aujourd'hui encore qu'elle les visait directement.

Varsovie s'engage donc sans états d'âme aux côtés des États-Unis dans cette intervention. Interrogé sur ce projet par un journaliste, le président Aleksander Kwaniewski déclare alors sans ambages que « si c'est la vision du président Bush, c'est la mienne ». La Pologne donne des gages à l'allié américain et choisit de moderniser son aviation de combat en préférant le F16 au *Mirage*, un choix aujourd'hui regretté tant les contreparties ont été minces (les ressortissants polonais sont toujours tenus de demander un visa pour se rendre aux États-Unis).

En 2005, le débat en France sur le référendum d'adoption de la Constitution, dont un acteur est « le plombier polonais », est vécu avec amertume dans le pays. Et Varsovie, qui a par ailleurs appris, dans le cadre de ce « triangle de Weimar » précisément constitué à cette fin, les mérites de la réconciliation franco-allemande, a noué avec Berlin une relation d'intégration économique forte, tellement forte qu'aujourd'hui le quart de ses exportations est destinée à l'Allemagne.

Partenaire d'élection

Au total, au-delà des méandres de la politique intérieure – et notamment de quelques errements populistes qui ne s'inscrivent cependant pas dans la durée – la Pologne est la grande *success story* de la vague d'adhésion des nouveaux membres de l'Union européenne. Bénéficiaire des fonds de

cohésion de l'Union européenne à hauteur de 10 milliards d'euros par an durant le septennat 2007-2013, la Pologne voit ses villes et ses infrastructures se métamorphoser. Des niveaux de salaires relativement bas concourent à sa compétitivité et lui ont permis de traverser la crise de 2008 sans connaître la récession – même si cette exception est en train de se résorber.

Mais surtout, une fois dissipée l'illusion d'une relation spéciale avec les États-Unis, après que le président Obama a, en 2009, d'abord anéanti les espoirs de la Pologne d'héberger sur son territoire le « bouclier antimissiles » conçu par son prédécesseur, puis, en 2011, choisi d'effectuer un

rééquilibrage – le fameux « pivot » – vers l'Asie, les dirigeants polonais ont fini par comprendre et admettre que le destin de leur pays était en Europe

À la différence de la République tchèque ou de la Hongrie, ses voisins eurosceptiques, Varsovie a donc pris à cœur son rôle dans l'ensemble européen, assurant une présidence énergique au deuxième semestre 2011. La Pologne a également œuvré à donner de la substance aux formats régionaux tels que le groupe de Visegrád, avec ses trois voisins du sud et le Conseil des États de la mer Baltique. Elle est à l'origine du lancement, en 2009, du « partenariat oriental » de l'Union européenne, cadre de coopération avec six États de l'ex-URSS (Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan).

Pleinement acquise à la cause de l'intégration européenne, consciente de ce que sa sécurité doit reposer d'abord et avant tout sur ses propres efforts, avec notamment la « sanctuarisation » des dépenses de défense à 1,95 % du Pib, la Pologne, bien qu'elle ne soit pas membre encore de la zone euro, développe l'instinct et le sens des responsabilités des États qui sont dans le groupe de tête de l'Union européenne, et prend rang parmi les « grands » du continent. C'est cette Pologne-là que la France a choisi comme un partenaire d'élection pour aborder les étapes à venir de la construction européenne. ■